

APL accession logement : le BTP en ébullition

BTP. La suppression de l'allocation logement accession va mettre le feu aux poudres. La Capeb, la CGTR BTP et la CFDT BTP tirent la sonnette d'alarme : en octobre, plus de 1800 emplois pourraient disparaître. Une grève illimitée est envisagée.

Alors que la fin des vacances se profile, le BTP réunionnais fait sa rentrée avec un sujet brûlant : la suppression de l'allocation logement accession qui va avoir des conséquences graves à la Réunion. Si rien n'est fait, ce sont pas moins de 500 entreprises et 1820 emplois qui sont directement menacés dès octobre. De quoi justifier une intersyndicale composée d'une organisation patronale (Capeb) et de deux syndicats de salariés (CFDT et CGTR).

"Cette décision fait s'écrouler un cercle vertueux et tous les équilibres qui existaient jusque-là, aboutissant à la destruction d'une filière construction dynamique. La Région a joué son rôle en finançant 523 dossiers en début d'année. Mais si aucune décision de l'Etat n'est prise, toutes les entreprises qui opèrent dans ce secteur se retrouveront sans commande et fermeront", annonce Cyrille Rickmounie, président de la Capeb. *"17 entreprises ont déjà fermé et 120 personnes se retrouvent sans emploi. En octobre, ce sera une hécatombe",* prévient Jacky Balmine, secrétaire général de la CGTR

BTP. "Une des entreprises majeures de la Réunion est concernée : Bourbon Bois. Si elle vient à disparaître, elle entraînera avec elle tous ses sous-traitants", déplore Johnny Lagarrigue, de la CFDT BTP.

800 DOSSIERS EN SOUFFRANCE

C'est le 31 janvier qu'a sonné la fin de l'APL accession logement alors que 1400 dossiers étaient programmés cette année à la Réunion. Cette aide permettait aux familles très modestes de devenir propriétaires de leur logement ou de le rénover, en complément d'un financement LBU (ligne budgétaire unique) et d'un crédit, en les rendant solvables auprès des banques. Dans l'urgence, la Région Réunion décide d'intervenir et finance 523 dossiers. Mais 800 dossiers restent toujours en souffrance. Autant de familles qui n'ont pour l'instant aucune solution de repli.

"En moyenne, l'APL accession se monte à 205 euros. Sans cette aide, les familles ne sont plus solvables et ne peuvent plus bénéficier d'un prêt bancaire. Ces 800 logements programmés repré-



Une intersyndicale patronat-salariés est assez rare pour être soulignée: Johnny Lagarrigue (CFDT), Cyrille Rickmounie (Capeb), Jacky Balmine (CGTR) (photo LLY).

sentent un montant de 15 millions d'euros. Nous demandons à l'Etat de débloquer la LBU, jusque-là autorisée jusqu'à 50% du montant des travaux) pour sauver ces familles. Les crédits sont là il faut juste les fléchier autrement", explique Cyrille Rickmounie.

Malgré un courrier des organisations syndicales envoyé en avril aux ministres de l'Outre-mer et du logement, pas de réponse de l'Etat qui se contente de dépêcher une mission de l'inspection générale des finances afin d'évaluer les retombées de l'APL accession. Parmi les pistes de

remplacement à l'étude : l'aménagement simplifié et l'auto-construction encadrée.

"On ne peut pas faire de logement très social sans l'aide de l'Etat : il faut qu'ils sortent de leur prisme parisien. Les logements construits dans les années 60 ont permis une réelle promotion sociale. Pour l'instant,

tous les amendements portés par nos députés ont été rejetés dans le cadre de la loi Logement. Il faut que l'on soit entendu dans la loi de finances 2019", insiste Raymond Vaitilingom, secrétaire général de la Capeb.

Si rien n'est fait rapidement, les trois syndicats préviennent : une action forte sera engagée et la fi-

lière se mobilisera, cette fois de manière à se faire entendre. *"Il y a urgence, on arrive en fin de parcours",* annonce Hubert Picardo, membre de la Capeb. *"S'il le faut, nous irons sur une grève illimitée",* conclut Jacky Balmine. Réponse dans les prochaines semaines.

Emilie Mariy

200 offres d'emploi en Bretagne

EMPLOI. La mobilité est devenue l'une des voies de réussite professionnelle : de plus en plus de jeunes partent en métropole pour trouver un emploi.

Dans ce cadre, le Cnam, le Medef Réunion et le Medef Bretagne allient leurs réseaux pour lancer une opération mobilité originale. Plus de 200 offres fermes sont en effet à pourvoir immédiatement en Bretagne. Cette région française connaît une très

forte pénurie de main-d'œuvre : les entreprises ont des besoins de salariés en apprentissage ou en CDI dans les secteurs de l'agro-alimentaire, de la restauration, les travaux publics ou du transport. Objectif : pourvoir ces postes d'ici la fin de l'année 2018.

Plusieurs partenaires se mobilisent pour recruter localement les candidats (Pôle Emploi, missions locales, RSMAR...), leur faire découvrir les métiers et les

préparer aux entretiens de recrutement. Action Logement aidera à l'hébergement des jeunes et des « parrains » réunionnais, résidant en Bretagne, seront également sollicités.

Pour toute information complémentaire, contacter le Cnam (Marie Pavade, mpavade@cnam.fr, 0262 15 00 00) ou le Medef Réunion (Grégory Ah-Kiem, gregory.ah-kiem@medef-reunion.com, 0262 20 01 30).

La régie Réunion THD est lancée

INTERNET. Dans le cadre du Plan régional Très Haut Débit, la Région a mis en place mercredi le premier conseil d'administration de la Régie « Réunion Très Haut Débit » (THD).

Objectif de cette régie : le déploiement de la fibre optique dans les zones délaissées par les opérateurs d'ici 2021. *"Il s'agit d'assurer un égal accès au numérique à l'ensemble des Réunionnais et permettre une couverture*

homogène du réseau sur l'île", a indiqué Vincent Payet, vice-président de Région, qui devient président du conseil d'administration de la régie.

Alain Abadie a été désigné vice-président du conseil d'administration ; Dominique Fournel et Olivier Rivière sont administrateurs. Denis Fabregue devient directeur de la régie.

Même si la Réunion s'affiche aujourd'hui comme

l'un des départements les plus fibrés de France (elle sera la première région française totalement fibrée en 2021), il reste des zones où la fibre à du mal à se déployer à cause des investissements trop importants que cela demande.

A ce jour six communes ne sont pas couvertes par les opérateurs privés de l'île : les Avirons, Salazie, Cilaos, l'Entre-Deux, Saint-Philippe et Sainte-Rose.

APPEL À PROJETS ÉCONOMIQUE 2018 OUVERT

MANIFESTATION À CARACTÈRE ÉCONOMIQUE D'ENVERGURE RÉGIONALE OU D'INTÉRÊT LOCAL

LA RÉGION SOUTIEN LES ASSOCIATIONS, LES SEM ET LES COLLECTIVITÉS AVEC POUR OBJECTIFS :

- Accompagner les jeunes dans leur parcours et valoriser les métiers et les différentes voies de formation
- Favoriser l'accès à l'emploi dans les filières prioritaires soutenues par la Région Réunion
- Structurer des filières prioritaires identifiées : agro-alimentaire, tourisme, développement durable...
- Dynamiser la mise en tourisme de la Réunion et le rayonnement des communes
- Promouvoir la production locale à partir de produits « pèi »
- Renforcer la cohésion territoriale et le lien social

>>> LES DEMANDES DE SUBVENTIONS DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES AVANT LE 14 AOÛT 2018

HÔTEL DE RÉGION PIERRE LAGOURGUE | DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
AVENUE RENÉ CASSIN - MOUFIA | 97719 SAINT-DENIS CEDEX 9
02 62 48 70 48 | WWW.REGIONREUNION.COM

Toutes les opérations doivent se dérouler sur l'année 2018, dans la limite de deux manifestations par territoire communal.



LA RÉGION Positive!

